

Allocution du chef de la délégation Tunisienne

A la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (Istanbul, 9-13 mai 2011)

Monsieur le Président,
Excellences
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, tout d'abord, exprimer mes remerciements les plus chaleureux à Son Excellence M Président de la République de la Turquie, et au Gouvernement turc pour l'aimable hospitalité qu'il nous a manifestée en organisant d'une façon exemplaire la 4^{ème} Conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés, dans ce beau pays, la Turquie, avec lequel la Tunisie entretient des relations traditionnelles de fraternité et de coopération.

Il me plaît, également, d'exprimer notre reconnaissance à toutes les parties prenantes pour les efforts déployés, tout au long de la phase préparatoire de cette Conférence pour la réussite de cet événement mondial en faveur des pays les moins avancés

Monsieur le Président,

Je me réjouis de m'adresser à vous au moment où la Tunisie inaugure une nouvelle phase de son histoire, par la volonté du peuple qui a réalisé la Révolution pacifique et exemplaire de la Liberté et de la Dignité.

Nous sommes convaincus et plus que jamais que cette révolution menée par les jeunes offrira à la Tunisie l'opportunité historique d'accéder au rang qu'elle a tant mérité en tant que pays disposant d'un riche patrimoine civilisationnel et d'une population jeune, éduquée, maîtrisant les nouvelles technologies et éprise de liberté, de paix sociale et de démocratie.

Dans ce cadre, la situation en Tunisie connaît une stabilisation et une normalisation dans le cadre des préparatifs pour l'organisation d'une élection démocratique fixée pour le mois de juillet prochain. La transition démocratique est tributaire bien évidemment de la réussite économique. L'économie tunisienne a amorcé une reprise au niveau de l'investissement et de l'exportation, et nous sommes confiants sur les perspectives de développement économique de la Tunisie grâce à la consolidation d'un environnement sociopolitique plus favorable pour les libertés individuelles, le monde des affaires, et le secteur privé en particulier. Pour la période à venir on table en effet sur une croissance supérieure à 7%.

Et permettez moi de saisir cet événement mondial pour exprimer nos remerciements pour l'élan de sympathie manifesté par les pays frères et amis envers la Tunisie, et les institutions financières internationales qui ont bien voulu consentir de grands programmes de financements par pour soutenir un développement économique et social équilibrée de mon pays. Soyez la bienvenue pour investir dans la démocratie

Mon pays fait face en effet, à des défis liés à l'emploi, en particulier les jeunes diplômés, ainsi que le déséquilibre régional soit des distorsions qui étaient à l'origine de la révolution tunisienne.

M. le Président,

Marquant son adhésion à la promotion d'un partenariat mondial pour un développement solidaire, la Tunisie a inscrit le développement humain et la réalisation des Objectifs du Millénaire au cœur d'une politique de coopération Sud-Sud, aussi concrète que novatrice, surtout en direction des pays africains frères.

En effet, la Tunisie joue un rôle d'avant-garde pour la consolidation de la coopération Sud-Sud. Pour ce faire, une nouvelle dynamique à ce partenariat est instaurée aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral, notamment au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA), du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), de la CENSAD et dans d'autres instances africaines.

Convaincue de l'efficacité grandissante de la coopération sud-sud, la Tunisie a accordé à ce mode de coopération une place de choix dans sa politique internationale, en signe de solidarité avec les pays en développement. L'engagement de la Tunisie à soutenir les efforts de développement dans les pays frères et amis intéressés par son expertise et ses expériences s'inscrit dans le droit fil des politiques, des accords et des plans d'actions approuvés et encouragés par les différents acteurs de développement dans le monde.

Cet engagement sera d'autant plus renforcé par le soutien fondamental des pays développés aux activités de coopération Sud-Sud dans le cadre de la triangulation, notamment à travers la mobilisation de ressources additionnelles pour le financement du développement du Sud.

. M. le Président,

Il est bien établi que l'insécurité a des racines économiques. Mon pays n'a cessé d'appeler à rééquilibrer l'ordre mondial aussi bien politique qu'économique et à placer la dimension développement au centre des enjeux actuels et futurs.

Le contexte mondial est, plus que jamais, caractérisé par des inégalités criantes entre continents, au sein des continents, entre pays. Ces disparités, aggravées par la crise économique internationale sont devenues une source de tensions.

En dépit des résultats positifs enregistrés par les pays les moins avancés (PMA) dans le cadre de la mise en œuvre du plan de Bruxelles adopté en 2001 les défis majeurs liés au développement et à la pauvreté auxquels les PMA sont confrontés se sont aggravés à la faveur des phénomènes environnementaux et des contraintes liées à la mondialisation.

M. le Président,

L'enjeu pour cette Conférence est de trouver des moyens pour promouvoir un développement partagé et solidaire. Il est nécessaire de tirer les leçons de la mise en œuvre du Programme d'Action de Bruxelles pour déboucher sur l'adoption d'un nouveau programme décennal réaliste, comportant des engagements précis de manière à voir passer les PMA dans le groupe des pays à revenu intermédiaire

Le succès du programme d'action en faveur des PMA pour la décennie 2011-2020 nécessite une refonte du système financier et économique international dans un sens à permettre une participation active et significative et équitable des pays en développement dans la conception, la prise et le suivi des grandes décisions internationales en matière économique et financière.

Nous croyons que les Technologies d'Information et de la Communication qui représentent en Tunisie près de 11% du PIB, joue un rôle déterminant dans la réalisation du développement économique et social en Afrique et dans les PMA, et nous soutenons l'initiative et les propositions concrètes émanant de l'Union Internationale de Télécommunication vis-à-vis des Pays les Moins Avancés, notamment le relèvement du taux de pénétration de l'internet.

M. le Président,

Nous exprimons notre entière confiance en la capacité de la Turquie à assurer avec succès le suivi des résultats de cette conférence et mobiliser davantage la Communauté Internationale en faveur d'un plus grand engagement envers les Pays les moins avancés.

Je vous remercie de votre attention.